



INTERNATIONAL BUDGET PARTNERSHIP  
Open Budgets. Transform Lives.

# Communiqué de presse

**SOUS EMBARGO jusqu'à 00h00 UTC +1, 9 septembre 2015**

9 septembre 2015

## **Un nouveau rapport révèle que le système budgétaire de 98 pays sur 102 n'est pas transparent**

*Le manque de transparence, de participation du public et de redevabilité menace la mise en œuvre des accords en cours sur le développement et le changement climatique*

**WASHINGTON, DC** – Quatre-vingt-dix-huit des 102 pays évalués ne disposent pas de systèmes appropriés pour assurer une utilisation efficace et efficiente des fonds publics, selon *l'Enquête sur le budget ouvert 2015* de l'International Budget Partnership. Le rapport, le cinquième du genre, est la seule étude comparative et indépendante au monde sur la transparence des finances publiques, la participation des citoyens et le pouvoir des institutions indépendantes de contrôle au cours du processus de budgétisation. Les performances des 98 pays ne sont pas satisfaisantes pour au moins un de ces piliers de la redevabilité et pour 32 pays, *les trois piliers* sont défectueux. L'absence généralisée de systèmes solides de responsabilisation financière constitue une menace pour la mise en œuvre des accords internationaux essentiels, tels que les Objectifs de développement durable de l'Organisation des Nations unies et l'accord international qui est attendu suite à la Conférence sur le climat à Paris en 2015.

« Le public doit avoir accès à l'information budgétaire et à des possibilités de participation tout au long du processus budgétaire. Si l'on ajoute le contrôle des législatures et des institutions de contrôle, cela contribue à une utilisation plus responsable des fonds publics », a déclaré Warren Krafchik, Directeur Exécutif de l'International Budget Partnership. « Un nombre croissant de preuves indique que ces mécanismes régulateurs permettent aux populations d'obtenir de meilleurs résultats, en particulier les populations pauvres ou vulnérables. »

Le score de l'Indice sur le budget ouvert (OBI - Open Budget Index) - est supérieur à 60 sur 100 dans seulement 24 pays. Cette partie de l'Enquête évalue la transparence et les opportunités pour les citoyens d'accéder à des informations suffisantes qui leur permettent de surveiller l'utilisation des fonds publics par le gouvernement. Tout aussi préoccupant, les 78 autres pays qui fournissent des quantités insuffisantes d'informations budgétaires représentent 68% de la population mondiale. Dix-sept d'entre eux fournissent à leurs citoyens très peu ou pas d'informations budgétaires.

Pourtant, l'étude révèle, qu'en moyenne, la transparence des finances publiques s'améliore - un résultat qui confirme les résultats des rapports précédents. Le score moyen de l'OBI a augmenté pour atteindre 45. Les progrès ont été particulièrement visibles dans certains pays et certaines régions qui n'étaient pas aussi transparents par le passé, notamment la République kirghize (l'OBI a presque triplé), la Tunisie (l'OBI a quadruplé) et l'Afrique occidentale francophone.



INTERNATIONAL BUDGET PARTNERSHIP  
Open Budgets. Transform Lives.

# Communiqué de presse

**SOUS EMBARGO jusqu'à 00h00 UTC +1, 9 septembre 2015**

Au manque généralisé de transparence qui persiste, s'ajoute également l'absence de possibilités de participation et de surveillance du public. Avec des scores inférieurs ou égaux à 60 pour cette partie de l'Enquête, 95 des 102 pays n'offrent pas à la population suffisamment de possibilités de participation au processus budgétaire. En outre, l'Enquête révèle que les capacités de recherche et d'analyse de la législature et que les systèmes d'assurance de la qualité dans la plupart des institutions de contrôle nationales font défaut, ce qui compromet gravement la capacité des institutions de contrôle à jouer un rôle efficace de garants des deniers publics.

Si l'on tient compte des trois piliers, seuls quatre pays, le Brésil, la Norvège, l'Afrique du Sud et les États-Unis affichent une transparence appropriée des finances publiques, offrent suffisamment d'opportunités de participation au public, et disposent d'institutions supérieures de contrôle appropriées.

En revanche, l'Enquête indique que les performances de 32 pays sont insuffisantes concernant les trois piliers de la responsabilité financière. Il s'agit d'un certain nombre de pays qui ont toujours fourni peu ou pas d'informations budgétaires : l'Algérie, la Bolivie, le Cambodge, la Chine, la Guinée équatoriale, Fidji, l'Irak, le Myanmar, le Qatar et l'Arabie saoudite

Pourtant, des progrès importants peuvent être réalisés rapidement. Par exemple, l'Enquête montre que la majorité des pays les moins transparents produisent des documents budgétaires importants à des fins internes ; des gains importants pourraient être réalisés à peu de frais en publiant simplement ces documents sur le site web du gouvernement.

Les gouvernements disposent d'ores et déjà des moyens et des mécanismes qui leur permettraient de mettre en place ces piliers de responsabilité budgétaire. Au final, la promotion de la transparence, de la participation et de la redevabilité se résume presque toujours à une question de volonté politique.

La série appropriée de réformes varie d'un pays à un autre. C'est la raison pour laquelle des rapports individuels contenant des recommandations adaptées ont également été préparés. Pourtant, certaines recommandations sont souvent applicables, y compris l'augmentation du nombre et de l'exhaustivité des documents budgétaires qui sont publiés ; la préservation des acquis en matière de transparence en institutionnalisant les réformes dans les lois et les réglementations budgétaires ; la mise en place de mécanismes permettant d'obtenir les commentaires du public sur le contenu du budget et la façon dont il est mis en œuvre ; un meilleur accès des législatures aux capacités de recherche et d'analyse.

Le rapport conclut que même si les gouvernements nationaux doivent passer à l'action pour renforcer les trois piliers d'un système budgétaire responsable, ces progrès nécessiteront l'engagement d'un large éventail d'intervenants, y compris les bailleurs de fonds, les groupes de la société civile, les investisseurs et les institutions internationales.



INTERNATIONAL BUDGET PARTNERSHIP  
Open Budgets. Transform Lives.

# Communiqué de presse

**SOUS EMBARGO jusqu'à 00h00 UTC +1, 9 septembre 2015**

« La responsabilisation financière ne peut plus être écartée et considérée comme une préoccupation technique des bureaucrates », poursuit Krafchik. « Compte tenu du montant des fonds susceptibles d'être mobilisés grâce aux nouveaux objectifs internationaux de développement, et potentiellement aux accords sur le changement climatique, le monde a une occasion sans précédent de lutter contre la pauvreté, les inégalités et les autres défis mondiaux - mais cela se produira uniquement si ces ressources sont gérées avec transparence et responsabilité. »

\*\*\*

## À propos de l'Enquête sur le budget ouvert 2015

Ce nouveau rapport examine la situation actuelle de la transparence des finances publiques et son évolution au fil du temps ; la mesure dans laquelle il existe des possibilités de participation du public au processus budgétaire ; et le pouvoir des deux institutions formelles de contrôle, le corps législatif et l'institution supérieure de contrôle. Le rapport est basé sur l'Enquête sur le budget ouvert de l'International Budget Partnership. Cette enquête est la seule mesure indépendante et comparable de la transparence, la participation et la responsabilité budgétaires dans le monde. L'Enquête est réalisée par des experts budgétaires indépendants basés dans chacun des 102 pays étudiés, puis le budget national de chaque pays est évalué de manière anonyme par un évaluateur pair. Les gouvernements de tous les pays participant à l'Enquête sont également invités à examiner et à commenter les résultats, ce que font bon nombre d'entre eux.

L'Enquête 2015 est la cinquième édition de cette évaluation internationale, dont la première a été réalisée en 2006.

### *Les piliers de la responsabilité des finances publiques*

L'Enquête est composée de 140 questions factuelles qui évaluent les trois piliers de la responsabilité dans la gestion des finances publiques. La *transparence* des finances publiques est évaluée à l'aide des réponses aux 109 questions, qui permettent d'attribuer à chaque pays un score de l'Indice sur le budget ouvert (OBI) de 0 à 100. Le deuxième pilier est évalué à l'aide des 16 questions qui évaluent les opportunités de *participation du public*. Les 15 dernières questions de l'Enquête se penchent sur la *redevabilité*, composée du pouvoir de la législature et l'institution supérieure de contrôle de chaque pays, avec des scores distincts pour chacune d'elle.

*L'[International Budget Partnership](#) collabore avec les organisations de la société civile dans le monde afin d'analyser, de contrôler et d'influencer les processus, les institutions et les résultats budgétaires. L'IBP a pour objectif de rendre les systèmes budgétaires plus transparents et plus responsables face au public afin d'améliorer la gouvernance et de lutter contre la pauvreté. La Fondation Ford, l'Open Society Institute, la Fondation Flora et William Hewlett et le Département du Royaume-Uni pour le*



INTERNATIONAL BUDGET PARTNERSHIP  
Open Budgets. Transform Lives.

# Communiqué de presse

**SOUS EMBARGO jusqu'à 00h00 UTC +1, 9 septembre 2015**

*développement international (DfID) financent l'Initiative sur le Budget Ouvert de l'International Budget Partnership.*

***Pour plus d'informations ou pour toute demande d'entretien veuillez contacter :  
Read Ezell, +1 212 415 3377, [read.ezell@portland-communications.com](mailto:read.ezell@portland-communications.com)***

***Le lien suivant vous permettra de consulter l'intégralité du rapport et toute autre ressource, y  
compris les résultats de chaque pays :  
<http://www.openbudgetsurvey.org>***